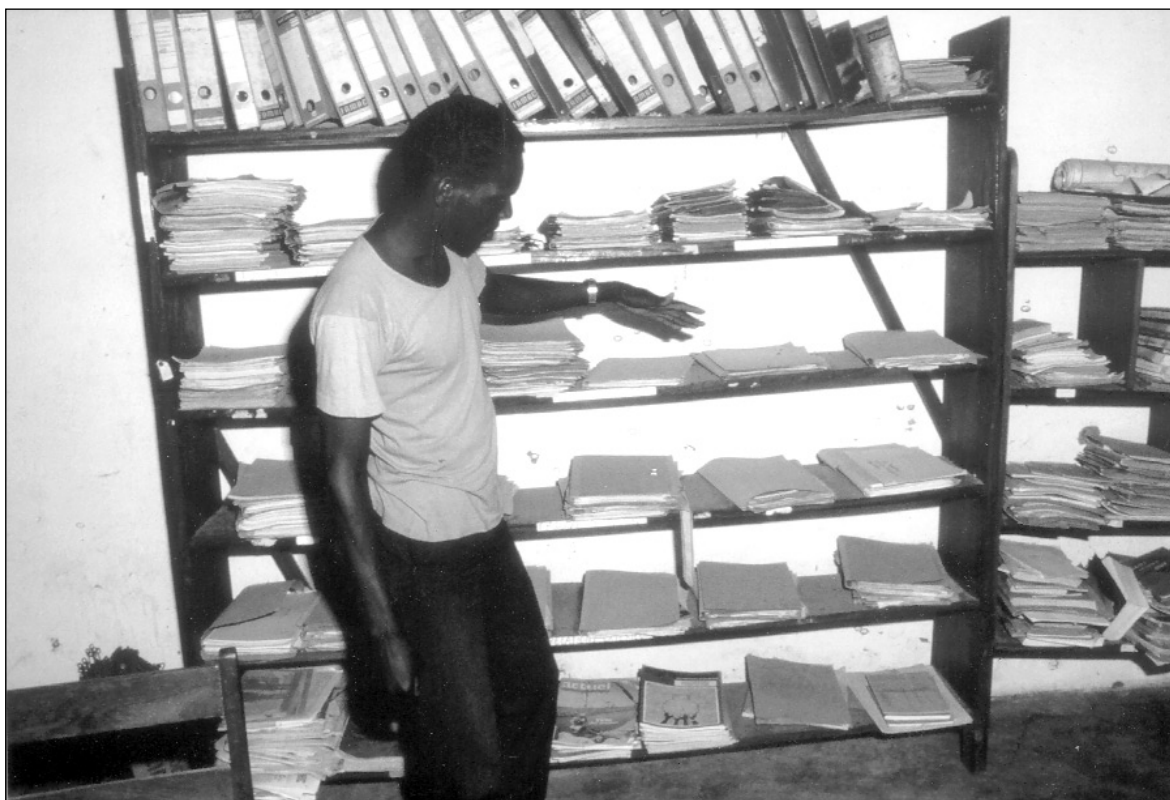


Apprentissages paysans et formation professionnelle



D.R.

Il faut tisser la nouvelle corde sur l'ancienne, nous dit un proverbe célèbre. Dans le domaine de l'acquisition des connaissances, cet adage est sans doute précieux. Au moment où l'importance de la formation professionnelle agricole est mieux reconnue, comment prendre en compte les réalités paysannes et la façon dont se transmettent aujourd'hui les savoir-faire ? Comment construire de nouvelles approches de formation répondant aux attentes des paysans, tant dans leur contenu que dans leurs méthodes ? Quelques exemples issus des premiers échanges du groupe de travail sur les apprentissages paysans.

Au Burkina, la Fédération nationale des groupements Naam (FNGN) a fait de la formation une activité centrale depuis plus de vingt ans. Beaucoup de choses ont été expérimentées et des responsables paysans ont réfléchi sur la manière de mieux valoriser les formations traditionnelles. Pour les paysans, la première école, c'est l'observation. Avec ses proches, où lors de voyages d'échange, le paysan partage son expérience avec d'autres : cette

« formation par les semblables » reste le moyen le plus répandu pour acquérir des savoirs en milieu paysan. Mais quelles sont les raisons qui poussent à développer les activités de formation ? Pour les producteurs burkinabés, ce sont à la fois des raisons traditionnelles (renforcer la cohésion, améliorer la connaissance de la tradition et promouvoir l'échange), mais aussi de nouvelles motivations (mieux organiser la société face aux changements, améliorer la produc-

tion et les revenus, mais aussi gérer le bien commun). À partir de situations vécues, des paysans ont cherché à comprendre la façon dont ils apprennent. Plusieurs étapes ressortent de leurs discussions et constituent des « clés d'apprentissage ».

En premier lieu, c'est le désir et l'intérêt d'apprendre et non le besoin qui est un moteur. Ensuite, les paysans expriment l'importance de « voir ». De « voir en

vivant » sur le lieu de travail paysan, dans son champ ou dans son village. Puis, il faut s'entraîner et faire soi-même, chercher à imiter ce qu'on a observé. Vient enfin le moment de l'épreuve : les diguettes construites résisteront-elles aux premières pluies ? Les semences améliorées produiront-elles plus ? Si l'échec est là, il faut ruminer, essayer de comprendre pourquoi et chercher de nouvelles solutions. Après ce cheminement, le paysan peut mieux choisir, il a les moyens de faire le tri entre ce qui lui semble utile et ce qui restera futile. Quel est alors le rôle de ceux qui cherchent à accompagner les paysans dans ces processus d'apprentissage ? D'abord, éveiller et stimuler le désir d'apprendre par l'accès à des réalisations faites ailleurs. Ensuite, faciliter la recherche de connaissances nouvelles par l'information et les contacts. Et surtout, mettre en valeur les capacités et les connaissances du milieu, en redonnant confiance aux paysans.

Au Cameroun, Emmanuel Tchassa nous relate une expérience menée par le SAILD (Service d'appui aux initiatives locales de développement) qui s'inspire de certains de ces principes. De jeunes agriculteurs

passent un mois chez un de leurs pairs expérimenté, reconnu pour son savoir-faire et sa capacité à innover. Cette démarche répond au souci des paysans de voir se mettre en place un système de formation simple, facile et pratique à travers lequel ils peuvent acquérir en peu de temps l'essentiel du savoir-faire en technique et en gestion nécessaire à la réussite de leurs activités. Il s'agit de rompre avec les systèmes classiques, généralement trop théoriques, souvent éloignés des intérêts des paysans et du milieu réel.

Au Mali, l'AOPP¹ (Association des organisations paysannes professionnelles) a créé une commission formation dont l'objectif principal est de maîtriser les formations destinées à ses membres. Les agriculteurs membres de cette commission définissent les contenus des formations, recherchent les personnes qui peuvent les assurer et en évaluent ensuite le travail. Les producteurs attribuent aussi des notes aux formateurs, ne retenant l'année suivante que ceux qui ont donné satisfaction ! Depuis 1997, ce sont plusieurs centaines de producteurs qui sont formés chaque année aux fondements de la vie associative et à la gestion de leur organi-

sation. Des formations pour les dirigeants ont aussi été conçues par la commission formation : techniques de communication, politiques agricoles... Il y a deux ans, l'AOPP a mis en place une autre commission pour analyser les centres de formation existants, au Mali et au Burkina, afin d'élaborer les bases de centres de formation gérés par et pour les paysans (contenus, méthodes).

Ces initiatives partagent le souci de maître des attentes des producteurs pour concevoir et mettre en œuvre des actions d'apprentissage ou de formation fondées sur une démarche maîtrisée par les apprenants. L'implication des responsables paysans dans la conception et le suivi des formations renforce aussi leur capacité à créer de nouveaux mécanismes de formation plus en mesure de relever les défis d'une modernisation maîtrisée des agricultures d'Afrique subsaharienne. ■

D. P.

¹ Voir article page 8.

Des apprentissages à la formation professionnelle : changer d'échelle

Dans une récente étude au Mali¹, Pierre Debouvry s'appuie sur des projections démographiques pour tenter de mesurer les efforts nécessaires pour la formation professionnelle rurale. Dans ce pays, il y a aujourd'hui 33 ruraux pour 10 urbains. En 2020, on ne comptera plus que 25 ruraux pour 10 urbains. Pour maintenir un niveau acceptable d'autosuffisance alimentaire, il sera indispensable d'augmenter la production agricole et donc la productivité du travail.

Chaque année, sur 250 000 enfants en âge de rentrer à l'école, seuls 30 % ont cette chance. Conséquence, il y avait 62 % d'analphabétisme en 1998 ! En 2020, ce seront plus de 600 000 enfants qui devront être scolarisés. Cette année, près de 200 000 jeunes cherchent à rentrer dans la vie active. Faute d'emploi dans les villes, 80 % d'entre eux devront développer leurs activités en milieu rural. Or, le métier d'agriculteur est aujourd'hui en pleine mutation et le sera davantage encore demain : l'apprentissage familial répondra de moins en moins aux besoins des jeunes qui démarrent dans l'agriculture. Le Mali compte aujourd'hui environ 1 200 000 exploitations familiales. La relève des anciens agriculteurs est assurée par les nouvelles générations, mais il y a aussi de nouvelles exploitations qui se créent : environ 50 000 reprises ou créations par an. Il ne s'agit pas d'ins-

tallations classiques, que certains programmes ont voulu promouvoir en installant de jeunes diplômés, mais plutôt d'une prise en main progressive de la gestion de l'exploitation familiale par une nouvelle génération.

Relever les défis de la productivité d'ici vingt ans suppose donc qu'un pays comme le Mali soit capable d'assurer, en complément aux apprentissages familiaux, une formation professionnelle pour près de 50 000 personnes par an. Or, la formation professionnelle agricole est pratiquement inexistante. Outre cette ambition d'une formation massive, se pose aussi la question de son contenu : faut-il enseigner une « agriculture moderne » où privilégier l'accès à l'information et à la compréhension des pratiques et du contexte pour améliorer l'existant ? La deuxième option semble plus réaliste, tant les tentatives de formation à l'« agriculture moderne » ont échoué, faute d'une adaptation du modèle préconisé aux réalités. Ce défi de la formation professionnelle rurale devra aussi combiner des actions classiques de formation, aux contenus adaptés, à des formations informelles centrées sur l'accès à l'information et aux savoir-faire par des échanges et des centres de ressources proches du terrain. Vaste programme !

¹ Mission d'appui à la mise en place d'une stratégie de formation agricole, PSAOP, Mali, 2002.